

**ARRÊTÉ DCAT/BEPE/n° 2025-135**  
**du 15 AVR. 2025**

**complémentaire pour l'exploitation des installations de la société Alexandralog FRNE05 à Woippy  
(modifications d'activités et d'installations)**

Le préfet de la Moselle,  
Officier de la légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.512-12, R.181-46 et R.511-9 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

**VU** l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**VU** le règlement européen (UE) 2023/1542 du parlement européen et du conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2925-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement "accumulateurs (ateliers de charge de)" ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié autorisant la société FAURE et MACHET à procéder à l'extension de la plateforme d'entreposage qu'elle exploite à Woippy ;

**VU** les changements d'exploitant et notamment celui au bénéfice de la société Alexandralog FRNE05 acté par courrier préfectoral du 19 janvier 2019 ;

**VU** les porter à connaissance déposés par l'exploitant :

- le 12 avril 2024 concernant des modifications de l'installation ;
- le 25 avril 2023, complété le 18 juin 2024, concernant un projet de transformation des cellules 1, 2 et 3 en cellules de charge de véhicules électriques ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 1<sup>er</sup> avril 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 4 avril 2025 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

**VU** la réponse formulée par l'exploitant par courriel du 11 avril 2025 ;

**Considérant** les caractéristiques du projet :

- sans impacts supplémentaires sur la faune, la flore et le paysage, les nuisances sonores, la consommation d'eau et les rejets atmosphériques du site ;
- sans impacts significatifs sur les rejets en eaux et le trafic routier ;
- extension des zones d'effets thermiques en dehors du site, conforme avec la réglementation applicable et sans impacts significatifs en matière de risques accidentels compte tenu des zones concernées ;
- risques spécifiques relatifs aux batteries de technologie lithium-ion et aux ateliers de charge connexes ;

**Considérant** que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 551-1 du code de l'environnement au regard des moyens de prévention ou de protection prévus ou mis en place par l'exploitant ;

**Considérant** que les modifications apportées ne constituent pas une modification substantielle au regard de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il apparaît nécessaire d'actualiser les conditions d'autorisation d'exploiter les installations ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**A R R Ê T E**

**Titre 1 - Dispositions applicables à l'ensemble de l'établissement**

**Article 1.1: Champ d'application**

Les conditions d'exploitation de l'entrepôt de la société Alexandralog FRNE05 situé 171 route de Thionville à Woippy (57140), autorisé par l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

**Article 1.2: Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Les dispositions de l'article I.1 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié sont modifiées comme suit :

« La société Alexandralog FRNE05 est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa plateforme logistique à Woippy, comprenant les installations suivantes :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique ICPE	Régime	Nature et capacité des installations
1510-2b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente	E	Volume de l'entrepôt : 611 618 m³ Quantité de matières combustibles : 56 322 T dont notamment 14 895 m³ de polymères à l'état alvéolaire ou expansé

	<p>nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup></p>		
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	DC	<p>La puissance de l'installation de combustion, consommant du gaz naturel, est de : 2,75 MW.</p>
2925-1	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	D	<p>La puissance maximale de l'atelier de charge est de 1 030 kW</p>
2925-2	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition</p>	D	<p>La puissance maximale pour la recharge des véhicules électriques est de 2 670 kW.</p> <p>Dans les cellules 1, 2, 3 les chargeurs sont répartis de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cellule 1a : 62 chargeurs</li> <li>- Cellule 1b : 52 chargeurs</li> <li>- Cellule 2a : 43 chargeurs</li> <li>- Cellule 2b : 53 chargeurs</li> </ul>

	de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs		- Cellule 3 : 96 chargeurs
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	----------------------------

E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration) »

### **Article 1.3 : Arrêtés, circulaires, instructions applicables**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur et sauf prescriptions contraires du présent arrêté et de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions, qui le concernent, des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d)" ».

### **Article 1.4 : Nature des stockages**

Les dispositions de l'article I.2 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 modifié susvisé sont abrogées.

### **Article 1.5: Conformité aux plans et données techniques**

Les dispositions de l'article II.1 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié susvisé sont modifiées comme suit :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et compléments déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires, des arrêtés cadres applicables à l'établissement et de leurs modifications ultérieures sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté et les réglementations autres en vigueur. »

### **Article 1.6 : Zones d'effets thermiques**

Les dispositions de l'article III.1 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 modifié susvisé sont abrogées.

### **Article 1.7 : Dispositions constructives**

Les dispositions de l'article IV.2 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 modifié susvisé sont modifiées comme suit :

« Les murs côtés Sud-Est et Est de la cellule 9, en extrémité du bâtiment, sont REI 120.

L'entrepôt est divisé en 9 cellules isolées entre elles, par des parois REI 120 dépassant d'un mètre en toiture, sauf pour les parois entre les cellules 2/3, 5/6 et 7/8 qui sont REI 240. »

### **Article 1.8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

Les dispositions de l'article VII.1.c de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 modifié susvisé sont modifiées comme suit :

«Les besoins en eau nécessaires à la lutte contre l'incendie sont de 360 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures conformément au guide D9 dans sa version de 2001.

La défense incendie de l'établissement est assurée par dix poteaux d'incendie DN 100 ainsi que deux réserves incendie de 240 m<sup>3</sup> chacune, situées en dehors des zones d'effets thermiques supérieures ou égales à 3 kW/m<sup>2</sup>.



Ces poteaux d'incendie sont judicieusement répartis sur le pourtour du bâtiment. La distance maximale entre les bornes d'incendie et l'entrepôt (par les voies de communication) est de 100 m. Le débit minimum est de 120 m<sup>3</sup>/h à une pression dynamique comprise entre 1 et 4 bars. Le débit est nécessaire pour alimenter simultanément les dix poteaux incendie.

Le site est également protégé du risque incendie par un système d'extinction automatique assuré par une réserve de 2 x 450 m<sup>3</sup>. »

#### **Article 1.9: Consignes de sécurité d'exploitation**

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou d'un dossier spécifique. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement ;
- Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, etc.) ;
- Les moyens d'extinction en cas d'incendie ;
- La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- Les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau des eaux de collecte ;
- L'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- Les procédures d'installation, de mise en service, d'exploitation, de maintenance ;
- Les procédures de nettoyage en cas de déversements accidentels ;
- L'obligation de formation spécifique des personnels de maintenance et d'intervention face aux risques ainsi que les moyens d'intervention. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé, être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Ces consignes sont tenues à la disposition du service de l'inspection.

#### **Article 1.10: Rejet des eaux pluviales**

Le premier paragraphe de l'article IX.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié est modifié comme suit :

« Les eaux pluviales recueillies par les couvertures et les aires de circulation et de stationnement sont collectées et dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel (ruisseau de l'étang du Patis puis la Moselle) après transit par un limiteur de débit de 0,6 m<sup>3</sup>/s.»

#### **Article 1.11: Eaux d'incendie**

Les dispositions de l'article IX.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié sont modifiées comme suit :

«La capacité minimale de rétention des eaux d'extinction incendie est de 3 068 m<sup>3</sup>.

Après analyses, elles pourront être rejetées dans le milieu naturel, au point de rejet des eaux pluviales, si elles ne présentent pas de risque de pollution. »

## **Titre 2 - Dispositions spécifiques aux cellules 1,2 et 3 (voir plan du site en annexe I)**

### **Chapitre 2.1 - Aménagement et conception**

#### **Article 2.1.1 : Comportement au feu des bâtiments**

Les cellules 1 et 2 sont séparées en deux par des éléments présentant un caractère coupe-feu équivalent 1 heure. À cette fin, les murs de séparation en deux sont de caractère REI 60 et les portes de caractère EI60.

### **Article 2.1.2: Ventilation et désenfumage**

La ventilation des cellules est réalisée et surveillée de façon à s'opposer efficacement à la stagnation, même locale, de gaz nocifs ou inflammables.

Les cellules 1, 2 et 3 sont équipées d'une ventilation mécanique faisant également office de désenfumage : le débit de désenfumage est au minimum de 600 m<sup>3</sup>/heure/place de stationnement ou recharge, soit :

- 42 600 m<sup>3</sup>/h pour la cellule 1.1 ;
- 36 600 m<sup>3</sup>/h pour la cellule 1.2 ;
- 34 200 m<sup>3</sup>/h pour la cellule 2.1 ;
- 40 800 m<sup>3</sup>/h pour la cellule 2.2 ;
- 68 400 m<sup>3</sup>/h pour la cellule 3.

Le désenfumage est activé :

- par déclenchement automatique au moyen d'un détecteur CO/NOx ;
- à défaut par déclenchement manuel : les activateurs manuels sont placés dans chaque zone (1a, 1b, 2a, 2b et 3) à proximité des accès extérieurs et clairement signalés.

### **Article 2.1.3: Contrôle de température**

L'installation est équipée d'un dispositif de contrôle de température judicieusement positionné afin d'assurer la sécurité des ateliers de charge et des batteries. Il est asservi à un dispositif de régulation thermique qui permet de maintenir les batteries et autres composants électriques à des niveaux de température adéquats à l'intérieur des cellules. Le dispositif de régulation thermique comprend également un système d'alarme à distance en cas de défaillance du système de refroidissement.

En cas de défaillance du dispositif de contrôle de température ou du dispositif de régulation thermique, la charge est interdite.

La remise en service de l'installation ne peut se faire qu'après constat de l'absence de risque par l'exploitant. Ces constats doivent être inscrits sur un registre éventuellement sous forme informatisée et transmis aux personnes en charge de la surveillance et aux responsables de l'installation.

### **Article 2.1.4: Rétention**

Le sol des cellules 1, 2 et 3 est étanche, incombustible (de caractère A1 ou A2-s1-d0) et équipé de façon à pouvoir recueillir ou traiter les eaux de lavage, de nettoyage, et les produits répandus.

A cet effet, l'exploitant met à disposition par cellule (1a, 1b, 2a, 2b et 3) un bac de 100 litres d'absorbant incombustible.

### **Article 2.1.5 : Aire de remisage**

L'exploitant crée une aire de remisage à l'écart des cellules et des stockages de combustibles. Elle est signalée, a minima, au moyen d'un marquage au sol visible par tout temps et correctement entretenu.

Cette aire de remisage est aménagée de façon à pouvoir immerger le véhicule stationné et à être accessible par tous les côtés.

A cet effet, l'aire est étanche et incombustible. Elle n'est pas reliée au réseau d'eaux pluviales du site. Les eaux utilisées pour l'extinction sont traitées en tant que déchets.

### **Article 2.1.6: Conception des équipements de charge**

Les bornes de recharge équipant chaque aire de chargement sont conformes aux normes en vigueur. Les câbles des bornes de recharge sont convenablement protégés et éloignés de tout risque d'agression à leur intégrité.

L'installation est équipée d'une commande permettant de couper la charge électrique au niveau de chaque aire de charge et au niveau même de l'installation. Cette commande est déclenchée manuellement à partir de dispositifs d'arrêt d'urgence disposés au droit de l'aire de charge de chaque véhicule ; elle est facilement accessible. Un essai de leur bon fonctionnement est réalisé au moins une fois par an. Les résultats de ces tests sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 2.1.7 : Câbles électriques**

Les câbles de raccordement électrique entre chaque aire de chargement et les autres parties de l'installation sont regroupés dans des chemins de câbles protégés contre les chocs mécaniques. Leur présence est signalée pour éviter toute agression en cas d'intervention externe.

### **Chapitre 2.2 - Exploitation**

#### **Article 2.2.1 Exploitation**

Les cellules 1, 2 et 3 sont destinées exclusivement à l'activité de charge de véhicules électriques et au stationnement de véhicules. Il y est donc interdit :

- le stockage de matière combustible ou dangereuse telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé y compris les éléments d'entretien des véhicules ;
- la réparation, l'entretien ou le nettoyage des véhicules ;
- l'installation de locaux de travail ou de repos du personnel ;
- la charge d'éléments autre que des véhicules électriques comme les appareils de manutention.

Ne sont pas visés au premier tiret les véhicules et leur contenu, notamment les liquides inflammables et autres produits stockés dans les réservoirs des véhicules.

Les cellules 1, 2 et 3 ne sont pas surmontées de locaux occupés par des tiers.

Le nombre de chargeurs est réparti de la manière suivante :

- Cellule 1a : 62 chargeurs
- Cellule 1b : 52 chargeurs
- Cellule 2a : 43 chargeurs
- Cellule 2b : 53 chargeurs
- Cellule 3 : 96 chargeurs

La puissance totale de charge des cellules susvisées ne peut dépasser les 2,67 MW.

L'exploitant met en place un système de contrôle et de surveillance lui permettant de s'assurer du respect du seuil maximal de 2,67 MW de puissance à tout moment.

#### **Article 2.2.2 Surveillance de l'exploitation**

L'activité se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite et des dangers de l'installation. Cette personne est formée aux risques liés à l'activité de charge des batteries, à la manipulation des moyens de secours et à la mise en œuvre des dispositifs de refroidissement et d'extinction.

Hors heures d'activités sur site, une personne compétente, formée et autorisée à la mise en œuvre des dispositifs de refroidissement et d'extinction est présente dans un délai inférieur à dix minutes après le déclenchement d'une alarme.

L'exploitant met en place un système pour assurer le report des capteurs et alarmes visés aux articles 2.1.2, 2.1.3 et 2.3.1 ainsi que la transmission de l'alerte associée en tout temps, à la personne nommément désignée mentionnée au présent article.

La remise en service de l'installation ne peut se faire qu'après constat de l'absence de risque par l'exploitant. Ces constats doivent être inscrits sur un registre éventuellement sous forme informatisée et transmis aux personnes en charge de la surveillance et aux responsables de l'installation.

#### **Article 2.2.3 : Contrôle de l'accès des personnes dans les cellules 1, 2 et 3**

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre aux installations. L'établissement dispose d'un accès contrôlé à ses installations. Cet accès est restreint aux membres du personnel de l'exploitant et à tout tiers autorisé par cet exploitant.

La présence de personnes en dehors des conducteurs de véhicules et du personnel dédié à la maintenance et à la surveillance de l'exploitation est interdite durant la période de charge.

#### **Article 2.2.4 : Contrôle de l'accès des véhicules dans les cellules 1, 2 et 3**

L'exploitant maîtrise les risques associés à l'accès des cellules par les véhicules thermiques et les véhicules personnels des chauffeurs via des procédures, surveillances ou autres moyens qu'il jugera nécessaire. Tous les éléments d'appréciation sont tenus et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les véhicules électriques accidentés ou présentant un choc ne sont pas admis dans les cellules et ne sont pas mis en charge.

Les véhicules de livraison sont vidés de leur chargement avant entrée dans les cellules.

L'exploitant vérifie par un contrôle adapté et approprié la température de chaque véhicule électrique avant l'entrée de celui-ci dans les cellules, afin de détecter un échauffement susceptible d'engendrer des risques d'incendies.

#### **Article 2.2.5 : Consignes d'exploitation**

L'exploitant met en place des consignes à destination des conducteurs des véhicules électriques. Celles-ci comprennent notamment :

- Le sens de circulation ;
- La gestion du flux (priorité) et le respect du code de la route ;
- L'interdiction de s'arrêter sur les voies de circulation et en priorité à l'endroit des portes coupe-feu ;
- Les vérifications de sécurité à effectuer avant la mise en charge du véhicule et à la fin de la recharge.

À cette fin, les cellules 1, 2 et 3 sont équipées d'une signalisation adaptée et le sens du flux est tracé au sol. Ce flux est à sens unique dans tout l'entrepôt.

Les emplacements de stationnement sont clairement définis et identifiés au moyen d'un marquage.

L'ensemble des consignes est clairement affiché dans les parties de l'installation et au poste d'entrée.

### **Chapitre 2.3 - Risques**

#### **Article 2.3.1 : Détection incendie**

L'exploitant met en place dans les cellules 1, 2 et 3 une détection incendie assurée par deux types de technologies :

- une détection linéaire optique ;
- un système de caméras thermiques.

Ces détections sont transmises par des systèmes indépendants l'un de l'autre.



En cas de détection, l'alarme est transmise au système de télésurveillance et des dispositifs d'alerte sonores et visuels sont déclenchés dans les cellules. L'alarme est perceptible en tout point de l'installation permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur site.

Le déclenchement de l'alarme entraîne la mise en position de sécurité des dispositifs concourant au compartimentage et la mise en fonctionnement du système de désenfumage dans la cellule sinistrée.

#### **Article 2.3.2: Système d'extinction automatique**

L'exploitant adapte son système d'extinction automatique dans les cellules 1, 2 et 3 à l'activité et à la technologie des batteries.

Il met en place un système d'extinction automatique placé à une hauteur adaptée. Les éléments justificatifs de la hauteur du système sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 2.3.3: Extincteurs**

Les cellules 1, 2 et 3 sont équipées d'extincteurs adaptés aux risques, clairement signalés, entretenus conformément aux normes en vigueur et vérifiés a minima de façon annuelle.

#### **Article 2.3.4: Réserves de sable**

Une caisse de 100 litres de sable meuble pour chaque cellule (1a, 1b, 2a, 2b et 3), munie d'une pelle, est placée à proximité de chaque entrée. Cette réserve est dédiée uniquement à la lutte contre l'incendie ; elle est donc distincte de la réserve prévue à l'article 2.1.4 du présent arrêté.

#### **Article 2.3.5: Consignes d'intervention en cas d'évènements accidentels**

L'exploitant met en place une procédure spécifique en cas d'incendie sur une batterie.

Il met également à jour son Plan d'opération interne en incluant notamment cette procédure.

Les personnes susceptibles d'intervenir en cas d'évènements accidentels sont formées à cette procédure, notamment au moyen d'exercices à raison d'une fois tous les ans a minima.

#### **Article 2.3.6 Incident /Accident lié aux batteries Lithium-ion**

En cas d'évènement sur site impliquant les batteries et des moyens d'extinction et sur demande des autorités, l'exploitant réalise à ses frais les investigations post-accidentelles, notamment des analyses, la recherche d'une pollution au lithium dans la matrice eau et sols, etc.... En cas de pollution avérée, l'exploitant réalise à ses frais des travaux de mise en sécurité du site et de dépollution, le cas échéant.

#### **Article 2.3.7: Installations électriques**

Les câbles électriques sont conformes aux normes en vigueur et équipés de manière à limiter la propagation en cas d'incendie.

Un système de coupure électrique est mis en place dans les cellules dédiées à l'activité de charge afin de mettre en sécurité les batteries et les bornes de charge en cas de détection incendie. Les utilités et le système de défense incendie ne sont pas affectés par cette opération.

### **Chapitre 2.4 - Déchets**

#### **Article 2.4.1 Gestion des déchets**

Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute pollution et toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.

Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi, conformément aux dispositions de l'article R.541-45 du code de l'environnement.

### **Titre 3 - Articles d'exécution**

#### **Article 3.2**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

#### **Article 3.3**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Woippy et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois : publications – publicité légale installations classées - arrondissement de Metz.

#### **Article 3.4**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ALEXANDRALOG FRNE05, dont une copie est adressée au maire de Woippy.

A Metz, le 15 AVR. 2025

Pour le préfet,  
le secrétaire général,

Richard Smith

#### **Délais et voies de recours**

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles [L. 181-12 à L. 181-15-1](#) peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>

## Annexe I : Plan du site



Vu pour être annexé à mon arrêté DCAT-BEPE-n° 135 du 15 AVR. 2025

Pour le préfet,  
le secrétaire général,

Richard Smith

